

La lutte des travailleurs de DITA, usine de Tuzla

Tito, a subi après la guerre ce que les travailleurs de DITA ont nommé : un « génocide économique », ceci en plus du génocide humain qu'ont subis les Bosniaques (appelés « Musulmans » entre 1970 et 1993).

Les guerres successives qui ont ravagé la Yougoslavie entre 1991 et 1999 ont eu pour cause la volonté des décideurs occidentaux de favoriser la montée des nationalistes (notamment Milosevic et Tudjmann, présidents de la Serbie et de la Croatie) afin de faire implorer la Yougoslavie socialiste autogestionnaire et faire entrer une à une ses ex-Républiques dans l'Union européenne, selon les normes « neo-libérales ».

L'agression contre la « République de Bosnie-Herzégovine »

Une des conséquences de cette stratégie a été le génocide subi par les Bosniaques (100.000 morts) entre avril 1992 et décembre 1995, suite à l'entente secrète de mars 1991 entre Milosevic et Tudjman pour détruire la « République de Bosnie-Herzégovine » et se partager son territoire.

La guerre a été déclenchée par Milosevic une année plus tard, le 6 avril 1992, le jour même de la proclamation d'indépendance de cette République ; indépendance qui sera reconnue au niveau international en mai-juin 1992 ; mais sans reconnaissance de son droit à l'auto-défense : embargo sur les armes décrétée par les grandes puissances et l'ONU afin de favoriser la victoire rapide des forces serbes. Malgré cette complicité (qui s'est aussi révélée par l'abandon de Srebrenica), les partisans de la « République de Bosnie-Herzégovine » ont mené une résistance héroïque.

En décembre 1995, les puissances occidentales ont ratifié par les Accords de Dayton le plan de partage initial de 1991, en y apportant quelques modifications. Ce n'est donc pas un hasard si, au côté d'Alija Isetbegovic (président de Bosnie-Herzégovine), les signataires étaient Milosevic et Tudjman.

Malgré la reconnaissance du génocide de Srebrenica, toute cette région a été donnée en cadeau (selon l'accord initial de 1991) à la «

Quasi tous ces politiciens (malgré leurs divergences apparentes) se sont enrichis par des moyens similaires : corruption, détournement de fonds, ouverture au « marché » au détriment de la production locale.

Une des conséquences de cette politique a été, après la guerre, la fermeture des grandes entreprises de Tuzla par des privatisations frauduleuses et mafieuses.

DITA, l'un des fleurons de l'industrie yougoslave

Fondée en 1975, l'usine DITA s'est rapidement développée et ses produits étaient vendus dans toute la Yougoslavie, notamment ses produits de lessive et de vaisselle, cosmétiques et divers détergents sans phosphore, répondant aux normes européennes ISO.

La guerre de 1992-1995 a interrompu la production de l'usine, qui a été étatisée en 1993, avant d'être privatisée en 1998. Les travailleurs ont ainsi perdu tout contrôle sur la direction, qui se cachait un moment derrière un coiffeur...

750 travailleurs ont été engagés, avant des licenciements qui se sont soldés en 2012 par la fermeture frauduleuse de l'usine. Déjà en août 2011, les travailleurs ont entamé une grève qui s'est terminée en mars 2012, et ont déposé une plainte pour non-paiement des charges sociales. Cette plainte n'a été traitée qu'en 2014, grâce au mouvement social de février de la même année, ce qui leur a permis de récupérer leurs droits sociaux. Jusque là, les travailleurs de DITA devaient payer de leur propre poche les médecins et médicaments, ce qui a contribué à les plonger dans la misère.

La lutte des travailleurs de DITA

Depuis novembre 2013, les travailleurs de DITA ont bloqué les entrées et sorties de l'usine et ont ainsi empêché l'évacuation de machines et stocks. Ils ont ensuite, en février 2014, largement contribué à l'éclosion du mouvement social qui a touché les villes de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, notamment Sarajevo, Mostar, Tuzla, Zenica, qui a amené la démission de quelques politiciens, suite aux revendications des manifestants contre la corruption.

Des Plénums de citoyens et travailleurs se sont développés durant plusieurs mois, permettant ainsi à des milliers de citoyens et travailleurs de pouvoir enfin d'exprimer leurs frustrations et critiques et faire des propositions de changement. Ils ont toutefois refusé d'entrer dans le jeu électoral de peur de se faire récupérer, mais ils n'ont pas eu les moyens non plus de créer un réel contre-pouvoir avec occupation d'usines.

Il faut dire aussi que l'Union européenne, par l'intermédiaire de son Haut-Représentant à Sarajevo, menaçait de faire intervenir des troupes européennes si la police de BH se trouvait débordée, ce qui démontre bien le rôle de l'UE dans le maintien du montage de Dayton, système injuste et semi-colonial, basé sur la division du pays en deux « entités » ethnique : l'une bosniaque et croate (la « Fédération de Bosnie-Herzégovine ») et l'autre dite « République serbe » (RS).

Vu que le Syndicat de la chimie ne les a pas soutenus, les travailleurs restant de DITA ont fondé un petit syndicat du nom de « Solidarnost » avec le soutien du mouvement de jeunes militants « Lijevi ».

Ils ont entamé une action au niveau juridique, grâce à un soutien financier d'acteurs et metteurs en scène anglais et ont ainsi réussi à faire admettre par le Tribunal du Canton de Tuzla que les contrats de privatisation, ainsi que la dette, étaient frauduleux.

Pour Emina Busuladzic, responsable de la recherche et principale animatrice du mouvement, « nous devons pouvoir vivre de son travail et pour cela les ouvriers doivent contrôler la production ». La revendication d'annuler les privatisations est révolutionnaire.

Mars 2015 : Réouverture de l'usine DITA

Leur lutte a fini par aboutir avec la reconnaissance par le Tribunal cantonal de Tuzla du droit des travailleurs à reprendre la production, sous son contrôle en tant qu'organe de régulation, notamment par rapports aux créanciers.

Les 70 travailleurs qui se sont engagés dans la reprise travaillent 12 heures par jour, y compris les weeks-ends, afin de pouvoir rétablir un fond financier qui leur permettra dès le 1^{er} août, de partager un premier salaire.

Le Tribunal accorde un délai pour le remboursement d'une partie des créances, dont le montant réel reste encore à négocier, vu que la plus grande partie est frauduleuse.

Les travailleurs ont ramené les quelques machines modernes qu'ils ont pu cacher ; ce qui a permis de relancer rapidement la production de « 3D », un produit pour la vaisselle, grâce au fait que ces machines ont été entretenues en secret.

Par contre, les plus grandes machines restées sur place, notamment pour la production des poudres à lessive Arix, Ava et Ida, sont actuellement en réparation, faute d'accès des travailleurs pour leur entretien. Mais ils espèrent pouvoir relancer la production en septembre avec l'engagement d'autres travailleurs.

Il n'y a actuellement pas de direction. Ce sont les travailleurs qui décident ensemble, en autogestion ; le répondant principal étant le responsable syndical.

Ils ont relancé la licence pour 220 produits.

Leur produit vaisselle est maintenant en vente dans toute la Bosnie-Herzégovine, ceci grâce à un élan populaire de solidarité, qui inclus également des entreprises comme la chaîne de magasins « Bingo » qui a avancé des fonds pour permettre aux travailleurs de DITA d'acheter des matières premières.

Et même des promoteurs de pub à la TV font de la publicité gratuite pour DITA...

Leur laboratoire de recherche et test fonctionne à nouveau et ils espèrent pouvoir engager rapidement des spécialistes plus jeunes.

A terme, ils espèrent pouvoir vendre à l'étranger et notamment dans l'UE.

Pour contact email : busuladzic.emina@gmail.com

Ivar Petterson, Solidarité Bosnie, Genève